

CHAPITRE 8. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 28. Les règlements suivants sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 25 novembre 1976 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales, modifié par les arrêtés royaux des 10 février 1981 et 12 juillet 1983 et publié au *Moniteur belge* le 21 janvier 1977 ;

2° l'arrêté royal du 25 novembre 1976 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales, modifié par les arrêtés royaux des 10 février 1981, 8 juin 1983 et 13 janvier 1988 et publié au *Moniteur belge* le 3 février 1977 ;

3° l'arrêté royal du 20 décembre 1976 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales, modifié par les arrêtés royaux des 10 février 1981, 4 juillet 1983 et 1^{er} février 1988 ;

4° l'arrêté royal du 14 avril 1977 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales, des membres du personnel subsidiés, modifié par les arrêtés royaux des 31 janvier 1979, 23 juin 1981 et 12 juillet 1983 ;

5° l'arrêté de l'Exécutif flamand du 19 décembre 1991 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle des membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux ;

6° l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 octobre 2009 relatif à la mise en disponibilité pour convenance personnelle pour les membres du personnel de l'enseignement.

CHAPITRE 9. — *Dispositions finales*

Art. 29. Le présent arrêté en vigueur le 2 septembre 2016, à l'exception des articles 17 et 24, qui entrent en vigueur le 31 août 2016 et des articles 10 à 16 inclus, 22, 23, 25 et 28, qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2017.

Art. 30. La Ministre flamande compétente pour l'enseignement est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 30 août 2016.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Enseignement,
H. CREVITS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2016/29347]

30 JUIN 2016. — Décret organisant l'enseignement supérieur en alternance

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Définition et organisation*

Article 1^{er}. L'enseignement supérieur en alternance est un enseignement dans lequel l'acquisition des compétences nécessaires pour l'obtention d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur se fait pour partie en entreprise et pour partie au sein dudit établissement.

Dans les formations de Brevet d'enseignement supérieur, de Bachelier et de Master organisés en alternance, les programmes d'études comportent, par cycle d'études, un minimum de 40% de jours ou de périodes d'activités en entreprise et 40% de jours ou de périodes d'activités au sein de l'établissement d'enseignement supérieur, la répartition des 20% restant étant laissée au choix de l'établissement.

Le terme « entreprise » inclut le secteur non marchand ainsi que les services publics, en Communauté française ou hors Communauté française.

Art. 2. La formation comprend deux lieux d'apprentissage, à savoir l'établissement d'enseignement supérieur et l'entreprise.

Les activités d'apprentissage comportent des acquisitions de compétences en entreprise qui font l'objet d'une évaluation.

L'entreprise participe à l'évaluation de la maîtrise des compétences, selon les modalités définies dans la convention d'alternance. Toutefois, c'est l'établissement d'enseignement supérieur qui attribue les notes aux unités d'enseignement et le jury ou le conseil des études qui délibère.

Art. 3. Le calendrier des activités d'enseignement et des congés est fixé dans la convention d'alternance.

Conformément à l'article 79 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'obligation de répartir l'ensemble des activités d'apprentissage de chaque unité d'enseignement sur un des deux premiers quadrimestres de l'année académique ne s'applique pas à l'enseignement supérieur en alternance.

CHAPITRE II. — *Grades académiques*

Art. 4. L'enseignement supérieur en alternance peut être organisé dans des domaines d'études qui mènent à des métiers en pénurie, à de nouveaux métiers, à des métiers en évolution, à des métiers liés au développement durable ou à des métiers en lien avec la reprise économique.

Ces domaines d'études, tels que définis à l'article 83 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, sont les suivants :

1° Information et communication

2° Sciences politiques et sociales

3° Sciences économiques et de gestion

- 4° Sciences biomédicales et pharmaceutiques
- 5° Sciences
- 6° Sciences agronomiques et ingénierie biologique
- 7° Sciences de l'ingénieur et technologie
- 8° Art de bâtir et urbanisme.

Art. 5. Les cursus organisés en alternance donnent accès à des diplômes de l'enseignement supérieur qui sont de même niveau et de valeur égale à ceux délivrés dans le cadre de cursus organisés en plein exercice et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale.

Art. 6. Les cursus organisés en alternance mènent à des certifications de niveau 5, 6 et 7 du cadre francophone des certifications, comme l'attestent les référentiels de compétence.

CHAPITRE III. — *Habilitations*

Art. 7. L'habilitation à organiser des études supérieures en alternance et à délivrer les grades académiques qui les sanctionnent est accordée ou retirée à un établissement d'enseignement supérieur par décret.

Art. 8. La demande d'habilitation est soumise à l'avis préalable de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur.

L'établissement d'enseignement supérieur qui introduit la demande doit :

1° démontrer une réelle plus-value du recours à la méthodologie de l'alternance en termes d'acquisition de compétences par les étudiants et en termes d'adéquation à certains besoins des entreprises des secteurs concernés;

2° prouver qu'il a consulté préalablement les secteurs d'activités, leurs fédérations patronales et les organisations syndicales représentant les secteurs concernés, et fournir leurs avis respectifs. La fédération patronale concernée atteste de besoins spécifiques des entreprises de son secteur et de leur volonté de conclure des conventions d'alternance;

3° prouver la non-concurrence avec les cursus de plein exercice et de promotion sociale;

4° pour les bacheliers professionnalisants et les brevets d'enseignement supérieur, prouver la poursuite possible des études, après les 30 premiers crédits, dans un ou plusieurs bachelier(s) de plein exercice ou de promotion sociale.

Une habilitation à organiser un cursus en alternance ne confère pas l'habilitation à organiser le même cursus en plein exercice ou en promotion sociale et inversement.

Art. 9. Dans les bacheliers professionnalisants en enseignement supérieur de plein exercice, la méthodologie de l'alternance ne peut être appliquée que lorsque l'étudiant a suivi les activités d'apprentissage constitutives des unités d'enseignement du premier quadrimestre de la première année du premier cycle d'études, auxquelles est associé au minimum un total de trente crédits.

Dans les brevets et les bacheliers en enseignement supérieur de promotion sociale, la méthodologie de l'alternance ne peut être appliquée que lorsque l'étudiant a suivi les activités d'apprentissage constitutives des unités d'enseignement organisées au cours des premiers modules d'enseignement dans l'organigramme de la section, auxquelles est associé un minimum de trente crédits.

Pour l'organisation du deuxième quadrimestre de la première année du premier cycle d'études en enseignement de plein exercice ou lors des modules d'enseignement qui suivent dans l'organigramme de la section en enseignement de promotion sociale, des activités d'apprentissage constitutives d'unités d'enseignement auxquelles est associé un maximum de 15 crédits seront organisées en entreprise.

Art. 10. Le maintien de l'habilitation est conditionné à une évaluation positive du Comité de pilotage tel que prévu à l'article 13 du présent décret.

Cette évaluation a lieu après une première organisation du cycle d'études. Le Comité de pilotage rend un avis à l'Académie de recherche et au Gouvernement. Si l'évaluation est négative, l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur peut soit proposer à l'établissement d'enseignement supérieur de disposer de la durée d'un nouveau cycle d'études pour se mettre en conformité avec les remarques formulées, soit proposer au Gouvernement le retrait de l'habilitation. Si une deuxième évaluation est organisée et est encore négative, l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur propose au Gouvernement le retrait de l'habilitation.

L'évaluation par le Comité de pilotage se fondera, notamment, sur les critères suivants :

- 1° la plus-value éducative de l'implémentation de la méthodologie de l'alternance;
- 2° le nombre et le profil des étudiants;
- 3° la disponibilité de places de stages;
- 4° le taux de réussite;
- 5° le taux et les motifs d'abandon;
- 6° le taux de satisfaction des partenaires;
- 7° le taux d'insertion professionnelle;
- 8° l'atteinte des niveaux 5, 6 ou 7.

CHAPITRE IV. — *La convention d'alternance*

Art. 11. Un modèle de convention cadre d'alternance est défini par le Comité de Pilotage et approuvé par le Gouvernement.

Chaque étudiant doit conclure une convention d'alternance avec une entreprise et l'institution d'enseignement supérieur.

Cette convention doit au minimum comprendre :

- 1° La liste des compétences à acquérir dans l'entreprise et dans l'établissement d'enseignement supérieur;
- 2° Le calendrier des activités d'apprentissage et d'évaluation ainsi que des congés scolaires;
- 3° Le statut de l'étudiant, les noms du tuteur en entreprise(s) et du superviseur de l'établissement d'enseignement supérieur;

4° Les engagements de chaque partie en matière de sécurité, de couverture en cas d'accident du travail, de règlement de travail et de déontologie;

5° Les responsabilités de chaque partie en matière de suivi;

6° Conformément à l'article 2, alinéa 3 du présent décret, la contribution de chaque partie à l'évaluation et ses modalités pratiques;

7° Le mode de règlement des conflits et la possibilité de mettre fin à ladite convention.

Dans le cadre d'un bachelier ou d'un brevet d'enseignement supérieur, la convention d'alternance doit être signée au plus tard lorsque l'étudiant a suivi les activités d'apprentissage constitutives des unités d'enseignement auxquelles sont associés les 60 premiers crédits du cursus.

Si l'étudiant n'a pu conclure une convention d'alternance, l'établissement d'enseignement supérieur lui propose de poursuivre son parcours dans un autre cursus de plein exercice ou de promotion sociale, avec un maximum de 15 crédits complémentaires.

Dans le cadre d'un Master, cette convention doit être signée avant que l'étudiant ne s'inscrive, sans quoi son inscription ne sera pas considérée comme régulière.

Art. 12. Lorsque l'étudiant est en formation dans l'entreprise, il est couvert par une convention d'immersion professionnelle telle que définie par l'article 104 de la loi-programme du 2 août 2002. Sur proposition du Comité de pilotage, le Gouvernement détermine les indemnités minimales applicables aux conventions d'immersion professionnelle.

CHAPITRE V. — *Comité de pilotage*

Art. 13. Il est créé un Comité de pilotage composé comme suit :

1° un représentant du Gouvernement de la Communauté française, désigné conjointement par le Ministre en charge de l'enseignement supérieur et le Ministre en charge de l'enseignement de promotion sociale, qui préside le Comité;

2° trois représentants désignés par les organisations interprofessionnelles représentatives des employeurs;

3° trois représentants désignés par les organisations interprofessionnelles représentatives des travailleurs;

4° trois représentants des syndicats représentant le secteur de l'enseignement supérieur désignés par la CGSP, la CSC-E et le SLFP;

5° un représentant désigné par chaque organisation représentative des étudiants au niveau communautaire;

6° trois représentants des institutions d'enseignement supérieur désignés par l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur;

7° le Directeur général de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou son représentant;

8° l'administrateur de l'Académie de recherche de l'Enseignement supérieur ou son représentant.

Le Comité de pilotage peut le cas échéant inviter des experts.

Il se dote d'un règlement d'ordre intérieur et le transmet, pour approbation, au Gouvernement.

Art. 14. Le Comité de pilotage a pour missions :

1° de définir le modèle-cadre de convention d'alternance et le soumettre à l'approbation du Gouvernement;

2° de proposer au Gouvernement les indemnités minimales applicables aux conventions d'immersion professionnelle dans l'enseignement supérieur;

3° d'évaluer les processus, conformément à l'article 10 du présent décret, et dans le respect d'une procédure qu'il détermine préalablement;

4° d'encourager le partage des bonnes pratiques entre les établissements d'enseignement supérieur.

Art. 15. Il est créé pour chaque cursus organisé en alternance un comité de suivi composé paritairement de représentants des entreprises partenaires, des enseignants et des étudiants. L'établissement d'enseignement supérieur met en place ce comité de suivi et le convoque au moins une fois par année académique ou scolaire. Ce comité de suivi veille à optimiser l'organisation du cursus et à l'adapter selon les besoins constatés.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires et entrée en vigueur*

Art. 16. Le décret du 20 octobre 2011 relatif aux études relevant de l'enseignement supérieur en alternance est abrogé.

Art. 17. Le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études est modifié comme suit :

1° à l'article 15, le 30bis° est remplacé par ce qui suit :

« 30bis Enseignement supérieur en alternance : enseignement dans lequel l'acquisition des compétences nécessaires pour l'obtention d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur se fait pour partie en entreprise et pour partie au sein dudit établissement, tel qu'organisé par le décret du 30 juin 2016 organisant l'enseignement supérieur en alternance »;

2° à l'article 103, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 18. A l'annexe 2 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les modifications suivantes sont apportées :

a) la ligne :

6	Sciences du travail	2 en alternance	62	25	21 52			
---	---------------------	-----------------	----	----	----------	--	--	--

est insérée après la ligne :

6	Sciences du travail	2	62	25	21 52			
---	---------------------	---	----	----	----------	--	--	--

b) la ligne :

17	Sciences informatiques							
		2 en alternance				52 53		

est insérée après la ligne :

17	Sciences informatiques							
		2	62	25	21	52 53	52 92	

A l'annexe 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) la ligne :

19	Mécatronique et robotique	1C en alternance	HENALLUX HELMO		62
----	---------------------------	------------------	-------------------	--	----

est insérée après la ligne :

19	Développement de jeux vidéo	1S	Jacquard UNamur		92
----	-----------------------------	----	--------------------	--	----

b) la ligne :

19	Business analyst	2 en alternance	HE « Groupe 21 ICHEC-ISC St Louis – ISFSC HE Léonard de Vinci		21
----	------------------	-----------------	---	--	----

Est insérée après la ligne :

19	Energies alternatives et renouvelables	1C	HEL HEPL		62 62
----	--	----	-------------	--	----------

Art. 19. Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique ou scolaire 2016-2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 juin 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
Mme A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
Mme M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,
Mme I. SIMONIS

—
Note

Session 2015-2016

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 299-1. — Rapport, n° 299-2

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 29 juin 2016.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29347]

30 JUNI 2016. — Decreet tot organisatie van het alternerend hoger onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtiging hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definitie en organisatie*

Artikel 1. Het alternerend hoger onderwijs is een onderwijs waarin de competenties die noodzakelijk zijn voor het behalen van een diploma dat door een instelling voor hoger onderwijs wordt uitgereikt, gedeeltelijk in een onderneming en gedeeltelijk binnen die instelling worden verworven.

Voor de opleidingen voor het brevet hoger onderwijs, bachelor en master alternerend onderwijs, tellen de studieprogramma's, per studiecycclus, minstens 40 % activiteitsdagen of –perioden in een onderneming, en 40 % activiteitsdagen – of perioden binnen de instelling voor hoger onderwijs, waarbij het overblijvende deel van 20 % volgens de keuze van de instelling wordt verdeeld.

Het woord “onderneming” omvat de non-profit sector alsook de overheid, in of buiten de Franse Gemeenschap.

Art. 2. De opleiding wordt op twee leerplaatsen verstrekt : de instelling voor hoger onderwijs en de onderneming.

De leeractiviteiten omvatten de competentieverwerving in een onderneming, waarvoor een evaluatie wordt opgemaakt.

De onderneming neemt deel aan die evaluatie, volgens in de overeenkomst voor alternerend onderwijs nader te bepalen regels. De cijfers worden echter door de instelling voor hoger onderwijs toegekend aan de onderwijseenheden, en de beraadslaging wordt door de examencommissie of de studieraad uitgevoerd.

Art. 3. De kalender van de onderwijsactiviteiten en verloven wordt in de overeenkomst voor alternerend onderwijs vastgesteld.

Overeenkomstig artikel 79 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, is de verplichting het geheel van de leeractiviteiten van elke onderwijseenheid over één van de eerste twee kwadrimesters van het academiejaar te verdelen niet van toepassing op het alternerend hoger onderwijs.

HOOFDSTUK II. — *Academische graden*

Art. 4. Het alternerend hoger onderwijs kan worden georganiseerd in studiegebieden die leiden tot schaarsteberoepen, nieuwe beroepen, evoluerende beroepen, beroepen inzake duurzame ontwikkeling of beroepen in verband met het economisch herstel.

Die studiegebieden, zoals bepaald in artikel 83 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, zijn de volgende :

- 1° Informatie en communicatie
- 2° Politieke en sociale wetenschappen
- 3° Economische en beheerswetenschappen
- 4° Biomedische en farmaceutische wetenschappen
- 5° Wetenschappen
- 6° Landbouwkundige wetenschappen en biologische engineering
- 7° Ingenieurswetenschappen en technologie
- 8° Bouwkunde en stedenbouwkunde.

Art. 5. De cursussen die in het alternerend onderwijs worden georganiseerd, geven toegang tot diploma's van het hoger onderwijs, die hetzelfde niveau en dezelfde waarde hebben als deze die worden uitgereikt in het kader van de cursus met volledig leerplan en in het hoger onderwijs voor sociale promotie.

Art. 6. De cursussen die in het alternerend onderwijs worden georganiseerd, leiden tot kwalificaties van de niveaus 5, 6 en 7 van het Franstalige Kwalificatiekader, zoals de competentiereferentiesystemen dit bewijzen.

HOOFDSTUK III. — *Machtigingen*

Art. 7. De machtiging tot het organiseren van een alternerend hoger onderwijs en tot het uitreiken van de academische graden die deze bekrachtigen, wordt bij decreet aan een instelling voor hoger onderwijs toegekend of ingetrokken.

Art. 8. De aanvraag om machtiging wordt voor advies voorgelegd aan de “Académie de recherche et d'enseignement supérieur”.

De instelling voor hoger onderwijs die de aanvraag indient, moet :

1° aantonen dat het alternerend onderwijs bevorderlijk is voor de verwerving van competenties door studenten en voor de beantwoording aan sommige behoeften van de ondernemingen van de betrokken sectoren;

2° bewijzen dat zij de activiteitssectoren, de werkgeversfederaties en de vakorganisaties die de betrokken sectoren vertegenwoordigen, vooraf heeft geraadpleegd, en hun respectieve adviezen overleggen. De betrokken werkgeversfederatie levert het bewijs van specifieke behoeften van de ondernemingen van haar sector en van hun wil overeenkomsten voor alternerend onderwijs te sluiten;

3° bewijzen dat dit onderwijs niet in concurrentie is met cursussen met volledig leerplan en voor sociale promotie;

4° voor de beroepsgerichte bachelors en de brevetten hoger onderwijs, aantonen dat de studies, na de eerste 30 studiepunten, kunnen worden voortgezet in één of meer bekwaamheidsbewijzen van bachelor in het onderwijs met volledig leerplan of in het onderwijs voor sociale promotie.

Een machtiging tot het organiseren van een cursus in het alternerend onderwijs verleent geen machtiging tot het organiseren van dezelfde cursus in het onderwijs met volledig leerplan of het onderwijs voor sociale promotie, en omgekeerd.

Art. 9. Voor de beroepgerichte bachelors in het hoger onderwijs met volledig leerplan, kan de methode van het alternerend onderwijs alleen worden toegepast wanneer de student de leeractiviteiten heeft gevolgd waaruit de onderwijseenheden van het eerste kwadrimester van het eerste leerjaar van de eerste studiecycclus bestaan, met minstens dertig studiepunten.

Voor de brevetten en bachelors in het hoger onderwijs voor sociale promotie, kan de methode van het alternerend onderwijs alleen worden toegepast wanneer de student de leeractiviteiten heeft gevolgd waaruit de onderwijseenheden bestaan die gedurende de eerste onderwijsmodules worden georganiseerd in het organogram van de afdeling, met minstens dertig studiepunten.

Voor de organisatie van het tweede kwadrimester van het eerste leerjaar van de eerste studiecycclus in het onderwijs met volledig leerplan of gedurende de onderwijsmodules die volgen in het organogram van de afdeling in het onderwijs voor sociale promotie, zullen leeractiviteiten waaruit onderwijseenheden bestaan met hoogstens 15 studiepunten in een onderneming worden georganiseerd.

Art. 10. Het behoud van de machtiging wordt afhankelijk gemaakt van een positieve evaluatie van het in artikel 13 van dit decreet bepaalde sturingscomité.

Die evaluatie wordt uitgevoerd na een eerste organisatie van de studiecycclus. Het sturingscomité brengt advies uit aan de "Académie de recherche et d'enseignement supérieur" (Academie onderzoek en hoger onderwijs) en aan de Regering. Als de evaluatie negatief is, kan de "Académie de recherche et d'enseignement supérieur" ofwel de instelling voor hoger onderwijs voorstellen de periode van een nieuwe studiecycclus te gebruiken om de geformuleerde opmerkingen na te leven, ofwel de Regering de intrekking van de machtiging voorstellen. Als een tweede evaluatie wordt georganiseerd en ook negatief is, stelt de "Académie de recherche et d'enseignement supérieur" de Regering de intrekking van de machtiging voor.

De evaluatie door het sturingscomité zal inzonderheid op de volgende criteria steunen :

- 1° de educatieve meerwaarde van de invoering van de methode van het alternerend onderwijs;
- 2° het aantal en het profiel van de studenten;
- 3° de beschikbaarheid van stageplaatsen;
- 4° het slaagpercentage;
- 5° het percentage en de redenen voor het opgeven;
- 6° het voldoeningspercentage van de partners
- 7° het percentage van de inschakeling in het arbeidsproces;
- 8° het bereiken van de niveaus 5, 6 of 7.

HOOFDSTUK IV. — *Overeenkomst voor alternerend onderwijs*

Art. 11. Een modelovereenkomst voor alternerend onderwijs wordt door het sturingscomité bepaald en door de Regering goedgekeurd.

Elke student moet een overeenkomst voor alternerend onderwijs sluiten met een onderneming en de instelling voor hoger onderwijs.

Die overeenkomst moet minstens de volgende gegevens bevatten :

- 1° de lijst van de competenties die in de onderneming en in de instelling voor hoger onderwijs moeten worden verworven;
- 2° de kalender van de leeractiviteiten en van de evaluatie alsook van de schoolverloven;
- 3° het statuut van de leerling, de namen van de voogd in de onderneming en van de supervisor van het hoger onderwijs;
- 4° de verbintenissen van elke partij inzake veiligheid, dekking bij een arbeidsongeval, arbeidsreglement en deontologie;
- 5° de verantwoordelijkheid van elke partij inzake begeleiding en opvolging;
- 6° overeenkomstig artikel 2, derde lid van dit decreet, de bijdrage van elke partij tot de evaluatie en de praktische nadere regels ervan;
- 7° de wijze van oplossing van conflicten en de mogelijkheid om die overeenkomst te beëindigen.

In het kader van een bekwaamheidsbewijs van bachelor of van een brevet hoger onderwijs, moet de overeenkomst voor alternerend onderwijs uiterlijk worden ondertekend wanneer de student de leeractiviteiten heeft gevolgd waaruit de onderwijseenheden bestaan, met de eerste 60 studiepunten van de cursus.

Indien de student geen overeenkomst voor alternerend onderwijs heeft kunnen sluiten, stelt de instelling voor hoger onderwijs hem voor zijn traject in een andere cursus met volledig leerplan of voor sociale promotie voort te zetten, met hoogstens 15 aanvullende studiepunten.

In het kader van een master, moet die overeenkomst worden ondertekend voordat de student zich inschrijft; zo niet, dan wordt zijn inschrijving niet als regelmatig beschouwd.

Art. 12. Wanneer de student een opleiding in de onderneming volgt, wordt hij beschermd door een overeenkomst voor inschakeling in het arbeidsproces, zoals bepaald bij artikel 104 van de programmawet van 2 augustus 2002. Op de voordracht van het sturingscomité, bepaalt de Regering de minimumvergoedingen die toepasselijk zijn op de overeenkomsten voor inschakeling in het arbeidsproces.

HOOFDSTUK V. — *Sturingscomité*

Art. 13. Er wordt een sturingscomité opgericht, samengesteld als volgt :

1° een vertegenwoordiger van de Regering van de Franse Gemeenschap, gezamenlijk aangewezen door de Minister van Hoger Onderwijs en de Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, die het voorzitterschap van het comité waarneemt;

2° drie vertegenwoordigers, aangewezen door de interprofessionele werkgeversorganisaties;

3° drie vertegenwoordigers, aangewezen door de interprofessionele werknemersorganisaties;

4° drie vertegenwoordigers van de vakbonden die de sector van het hoger onderwijs vertegenwoordigen, door de CGSP, de CSC-E en de SLFP aangewezen;

5° een vertegenwoordiger die wordt aangewezen door elke studentenorganisatie op Gemeenschapsvlak;

6° drie vertegenwoordigers van de instellingen voor hoger onderwijs, aangewezen door de “Académie de recherche et d’enseignement supérieur”;

7° de directeur-generaal van Niet Verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van het algemeen bestuur onderwijs en wetenschappelijk onderzoek of diens vertegenwoordiger;

8° de administrateur van de “Académie de recherche de l’enseignement supérieur “ of diens vertegenwoordiger.

Het sturingscomité kan, in voorkomend geval, deskundigen uitnodigen.

Het stelt zijn huishoudelijk reglement vast, en legt het, ter goedkeuring de Regering voor.

Art. 14. Het sturingscomité heeft de volgende opdrachten :

1° de modelovereenkomst voor alternerend onderwijs bepalen en die de Regering ter goedkeuring voorleggen;

2° de Regering de minimumvergoedingen voorstellen die toepasselijk zijn op de overeenkomsten voor inschakeling in het arbeidsproces in het hoger onderwijs;

3° de processen evalueren, overeenkomstig artikel 10 van dit decreet, met naleving van een procedure die het vooraf bepaalt;

4° de uitwisseling van goede praktijken tussen de instellingen voor hoger onderwijs aanmoedigen.

Art. 15. Voor elke cursus die in het alternerend onderwijs wordt georganiseerd, wordt een opvolgingscomité opgericht, paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de partnerondernemingen, leerkrachten en studenten. De instelling voor hoger onderwijs installeert dat opvolgingscomité en roept het minstens één keer per academiejaar of schooljaar bijeen. Dat opvolgingscomité zorgt voor het optimaliseren van de cursus en het aanpassen ervan volgens de vastgestelde behoeften.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffingsbepalingen en inwerkingtreding*

Art. 16. Het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de studies die onder het alternerend hoger onderwijs ressorteren, wordt opgeheven.

Art. 17. Het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies wordt gewijzigd als volgt :

1° in artikel 15, wordt 30 bis vervangen als volgt : 30 bis “Alternerend hoger onderwijs : onderwijs waarin de competenties die noodzakelijk zijn voor het behalen van een diploma dat door een instelling voor hoger onderwijs wordt uitgereikt, gedeeltelijk in een onderneming en gedeeltelijk binnen die instelling worden verworven, zoals georganiseerd bij het decreet van 30 juni 2016 tot organisatie van het alternerend hoger onderwijs”;

2° in artikel 103, wordt het derde lid opgeheven.

Art. 18. In de Franse tekst van bijlage 2 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de regel :

6	Sciences du travail	2 en alternance	62		21		
---	---------------------	-----------------	----	--	----	--	--

wordt ingevoegd na de regel :

6	Sciences du travail	2	62	25	21 52		
---	---------------------	---	----	----	----------	--	--

b) de regel :

17	Sciences informatiques	2 en alternance				52 53	
----	------------------------	-----------------	--	--	--	----------	--

wordt ingevoegd na de regel :

17	Sciences informatiques	2	62	25	21	52 53	52 92
----	------------------------	---	----	----	----	----------	----------

In de Franse tekst van bijlage 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de regel :

19	Mécanique et robotique	IC en alternance	HENALLUX HELMO	62
----	------------------------	------------------	-------------------	----

wordt ingevoegd na de regel :

19	Développement de jeux vidéo	15	Jacquard UNamur	92
----	-----------------------------	----	--------------------	----

b) de regel :

19	Business analyst	2 en alternance	HE "groupe ICHEC-ISC St Louis – ISFSC HE Léonard de Vinci	21
----	------------------	-----------------	---	----

wordt ingevoegd na de regel :

19	Energies alternatives et renouvelables	IC	HEL HEPL	62
----	--	----	-------------	----

Art. 19. Dit decreet treedt in werking vanaf het academiejaar of het schooljaar 2016-2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 juni 2016.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

Nota

Zitting 2015-2016

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 299-1. — Verslag, nr. 299-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 29 juni 2016.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2016/29350]

13 JUILLET 2016. — Décret relatif aux études de sciences vétérinaires (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions particulières relatives aux études en sciences vétérinaires*

Article 1^{er}. Le présent décret règle des dispositions particulières relatives aux études en sciences vétérinaires.

Art. 2. § 1^{er}. Ont seuls accès aux études de premier cycle en sciences vétérinaires en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne les étudiants qui satisfont aux conditions générales d'accès aux études de premier cycle visées à l'article 107 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et qui justifient d'une attestation de participation effective à un test d'orientation du secteur de la santé tel que visé à l'article 110/1, § 1^{er} du même décret.